

MEDIAS ET GOUVERNANCE POLITIQUE AU CAMEROUN: LES ENJEUX D'UNE CONSTRUCTION DÉMOCRATIQUE MODERNE.

Elemva Elemva Alphonse Arsele

Doctorant 3e année en Relations Internationales, s'intéresse aux questions de gouvernances, des medias de la démocratie et des conflits.

*Université de Yaoundé I,
arseleelemva@gmail.com*

Résumé

Le Cameroun a connu un changement remarquable dans le processus démocratique accéléré au début des années 90. En effet, après plusieurs années passées sous le règne du Président Ahmadou Ahidjo marqué par le monolithisme politique, caractérisée par une restriction très forte de la liberté d'expression et de pensée, un bouleversement brusque va s'opérer avec l'ouverture et la pratique du multipartisme et qui sera soutenu par les médias Camerounais à l'aune des années 90. L'ouverture démocratique s'opère dans un contexte international marqué par les discours de La Baule qui appelle les Etats Africains à promouvoir plus de démocratie dans le jeu politique et le respect des droits de l'homme, c'est ainsi que plusieurs partis politiques vont voir le jour avec la promulgation de la loi N°90/052 du 19 décembre 1990 sur la liberté de communication sociale, et également la loi de liberté d'association N°90/053 de la même année loi qui va propulser les médias au-devant de la scène politique et en faisant d'eux des acteurs influents.

Dans cet article, il est question d'examiner comment la libéralisation des médias a été opérée ainsi que les différents usages des médias dans le champ politique. Les médias camerounais à partir des années 90 vont activement participer à l'émancipation des consciences. C'est dans cette lancée que la presse privée va gagner du terrain en multipliant les parutions et le nombre de tirage qui va s'accroître rapidement. Pendant les années 90, l'histoire politique du Cameroun va s'accompagner avec l'apparition de plusieurs journaux tels que Mutation, Le Messenger pour ne citer que ceux-là. L'architecture des médias camerounais pendant cette période est composée des médias qui vont fustiger l'approche managériale

du pouvoir en place tandis que la presse gouvernementale représentée par Cameroon Tribune.

Il faut noter que les médias privés pendant cette période vont faire l'objet de plusieurs attaques en justice, soit pour diffamation ou encore pour désinformation. Sur le plan éditorial, deux lignes apparaissent clairement à savoir les médias de l'Etat et ceux de l'opposition qui n'hésitent pas à faire de l'information politique leur principal cheval de bataille. La communication politique au Cameroun est rythmée par les médias traditionnels tels que la télévision, la radio, la presse écrite, qui boostent la conscience commune de la population et des autorités. La diffusion médiatique du discours politique permet aux acteurs de bien maîtriser les besoins de la population afin d'anticiper sur les revendications. En effet, il faut souligner que les médias camerounais sont des véritables acteurs de la vie politique au Cameroun et qui vont accélérer le degré de démocratie du pays éponyme. Les camerounais ont mieux apprécié l'avènement de la démocratie avec la multiplication des organes de presse.

Mots-clés : Médias, politique, démocratie, gouvernance, communication.

Introduction

Après une longue période de contrôle et de renfermement politique du régime Ahidjo, les médias camerounais vont s'ouvrir peu à peu, compte tenu d'un environnement sociopolitique national et international. Dans ce contexte, il faut noter que sur le plan politique, la loi de 1990 portant libéralisation de la presse et des associations, ce qui va pousser à un changement de paradigme politique. L'influence ou alors l'implication des médias sur le champ politique camerounais est perceptible par le nombre de médias présents sur le territoire camerounais dans les années 90. Dans le même ordre d'idées, il faut noter qu'à la fin des années 90, (Ba, 2003 :9). L'assouplissement du cadre juridique des médias camerounais va bénéficier de l'environnement sociopolitique interne et international. Pour mener ce travail, nous avons consulté les mémoires, les thèses, les ouvrages, les articles scientifiques d'autres chercheurs qui permettent de mieux cerner les différents contours de cette thématique.

1. La libéralisation des medias sur la scène politique au Cameroun

La libéralisation politique au Cameroun obéit à un ensemble de faits nationaux et internationaux

1.1 L'influence de l'environnement sociopolitique national et international

La fin de la guerre froide et le dégel des tensions entre les superpuissances du monde, la disparition du Mur de Berlin entre l'Est et l'Ouest ont provoqué des changements sociopolitiques dans plusieurs pays du Sud. Ce qu'on a qualifié de «renouveau démocratique» depuis les années 1990. L'expression «renouveau démocratique» a non seulement une charge symbolique forte, mais aussi des implications pratiques pour tous les pays dits de «démocratie nouvelle ou rétablie» (Fouda , 1990 :4).

La société camerounaise a connu un changement majeur sur le plan de la libéralisation politique dans les années 90. En effet, une loi du 19 décembre 1990, va donner la possibilité aux hommes et femmes des médias de devenir des acteurs de la vie politique. C'est dans ce contexte que la presse écrite, la radio ainsi que la télévision vont s'investir sur le champ politique. Le Cameroun va s'inscrire dans un projet de démocratisation au cours des années 1990. En effet, l'encrage du paradigme pluraliste marqué par la démocratie va favoriser l'émergence des médias et d'une presse écrite libre, même s'il faut noter quelques moments de crise entre les médias et les pouvoirs publics. Les médias vont ainsi participer à la consolidation de la liberté de l'expression. Mais par liberté d'expression, il faut bien souligner ici que les professionnels des médias doivent exercer leur rôle en respectant l'éthique et la déontologie dudit métier car « nul n'est censé ignorer la loi » (Fouda , 1990 :4). Le journaliste possède donc désormais d'un outil de contre-pouvoir pouvant

influencer l'opinion publique nationale et même internationale d'où l'importance d'exercer ce métier avec beaucoup de tact pour la quiétude du climat politique et social, car il est dépositaire d'un pouvoir réel que lui confère la manipulation et la diffusion des idées, arts anciens qui, dans la société médiatique actuelle prennent un tournant particulier, le journaliste est de ce fait astreint à plus de responsabilité. Parce qu'il est capable, par l'orientation qu'il choisit de donner à l'information, de lui faire subir des altérations de la subjectivité ou des manipulations (Fouda, 1990 :2).

Autrement dit, le journaliste est un acteur incontournable dans la collecte, le traitement et la diffusion de l'information d'où sa plus grande prudence dans la production des articles et des reportages politiques. Le président français, pendant cette période avait présenté un intérêt particulier à la consolidation de la démocratie en Afrique (*Internationales*, 2004 :109). En effet, l'esprit démocratique est un levier du développement pour des raisons multiples. C'est dans cette logique que cet auteur souligne que d'un point de vue politique, la décennie 1990 marque un grand pas en avant dans la vie sociopolitique des Etats africains. Le vent nouveau de la démocratie a soufflé jusque sur le pré carré africain, et l'un des défis que l'Afrique avait à relever c'était sans doute la démocratisation de ses institutions. Au sorti du sommet de la Baule en juin 1990, François Mitterrand exigeait et encourageait la démocratisation de la vie politique en Afrique en ses termes.....Au Cameroun, la démocratisation devient un impératif et une réalité effective avec la création de plusieurs partis politiques et associations des droits de l'homme et des libertés. Le pays devient ainsi un véritable laboratoire dans lequel plusieurs conceptions de la gestion de la chose publique sont développées et débattues (Mouango et al, 2010 : 801).

Autrement dit, les Etats africains avaient une pression dans le cadre de l'application des libertés. C'est pour cette raison que la loi du 19 décembre 1990 vient susciter au Cameroun un espoir nouveau dans l'arène politique. Dans cette logique, la naissance de plusieurs partis politiques ainsi que la multiplication des organes de presse et d'autres médias va favoriser l'émulation du débat politique. Cette loi ouvre ainsi les voies de la politique moderne au Cameroun avec une implication plus forte des acteurs des médias. Il faut souligner que les médias s'inscrivent en droite ligne avec la consolidation de la démocratie et le renforcement de l'Etat de droit, en accordant plus de liberté aux citoyens. Cette démocratie se matérialise par la liberté de la presse et la liberté d'opinion (Roland, 2012 :17). Ces éléments doivent être perceptibles au niveau national par l'implémentation sur le champ politique et par la diversité de l'opinion publique.

En démocratie, la divergence des opinions peut facilement faire surgir des insuffisances de certaines décisions des autorités les amenant ainsi à changer de stratégie au bénéfice de la population. Dans la même perspective, la démocratie soutient l'esprit de tolérance dans la mesure où les médias qui sont les acteurs de la vie sociopolitique et économique peuvent avoir des points divergents sur un sujet donné sans toutefois garder une haine sur le contradictoire de l'un ou de l'autre. Il faut souligner que la tolérance pour John Stuart Mill, est le socle de la vie en société car, les personnes qui s'engagent dans la coopération sociale choisissent ensemble, par un seul acte collectif, comment les relations doivent se dérouler en obéissant aux règles édictées par le droit.

2. 1 Les enjeux politiques de la loi de 1990

Au Cameroun, la loi de 1990 donne une plus grande liberté à la presse. En effet, la liberté de la presse ne respecte pas le secret en politique, elle est plus prompte au débat sur la place

publique où intellectuels et analystes politiques donnent leur point de vue pour l'éclosion de la vérité (Lavenir, 2018 :10). La presse est une source de progrès politique dans un pays car elle permet de vérifier la valeur d'une hypothèse ou d'une opinion. Par ailleurs, la liberté de la presse fait régresser l'ignorance, la superstition et le fanatisme, elle rend les peuples responsables dans la compréhension des certains sujets sensibles en invitant des spécialistes qui peuvent mieux expliquer les problèmes sociaux et les projets politiques tels que les projets de loi, les décrets et bien d'autres encore. Dans la même perspective, avec l'avènement du pluralisme politique que connaîtra le Cameroun au lendemain des années 90, un temps d'antenne est accordé à la radiodiffusion sonore et à la télévision publique aux partis politiques de manière très équitable comme le stipule l'article 41. Cependant, pour éviter les dérapages médiatiques, le journaliste doit traiter l'information avec objectivité et responsabilité, il faut également souligner que ces exigences de la déontologie du journalisme s'imposent également aux auxiliaires de la profession de journaliste. La protection du journaliste est garantie dans l'article (51 nouveau) qui stipule précisément que toute perquisition dans les lieux d'élaboration, de fabrication, d'impression et de conservation documentaire des organes de communication sociale est interdite, sauf dans les conditions d'atteintes à l'ordre public ou d'enquête judiciaire. Il faut préciser que dans ce cas, la perquisition s'effectue sur réquisition du procureur de la république ou sur autorisation du juge Cette loi est parmi les plus importantes parce qu'elle initialise la libéralisation du secteur de l'audiovisuel au Cameroun, le droit du public à l'information, c'est le droit de l'homme à la communication (Mouandjo et *al*, 2010 :788).

Autrement dit, la loi de 1990 au Cameroun est considérée comme étant la base et le socle des lois dans le domaine des libertés publiques. Ce texte vient décriper l'environnement

sociopolitique qui avait jusque-là existé et se matérialisait par une grande restriction des libertés publique.

Il ne faut pas perdre de vue que sur le plan international, l'ancien président français souligne que la 16^e conférence au sommet des Chefs d'états de France et d'Afrique de la Baule, le 20 juin 1990, demande aux Chefs d'Etats africains, d'instaurer la démocratie comme système de gouvernance (Konaté, 2015 : 5). La démocratie pluraliste qui a introduit la liberté d'expression au Cameroun dans les années 90 a été boostée par les médias qui ont amplifié le phénomène de la liberté d'expression (Konaté, 2015 :32). Dans ce contexte, un nouveau climat de la vie politique s'installe car s'exprimer sur la vie politique devient de plus en plus un phénomène médiatique où les principaux acteurs de la scène politique vont investir, non seulement par la prise de position et déclaration dans les médias et la presse privée, mais également par une forte mobilisation de la communication politique. Ainsi, l'article 30 stipule que la distribution des organes de presse et des autres supports de la communication sociale est libre.

La communication politique attire de plus en plus l'attention des chercheurs, dans la mesure où les médias influencent le déroulement des faits sociopolitiques. Il faut noter que la loi du 19 décembre 1990 ainsi que le discours de la baule vont favoriser un foisonnement remarquable des médias privés et publics sur la scène politique au Cameroun.

2.1.1 La politisation des médias camerounais

Si l'homme est un animal politique comme le souligne la philosophie Aristotélicienne, les médias qui sont des produits et des œuvres de l'esprit humain ne vont pas échapper à cette réalité. C'est-à-dire leur intrusion et leur intérêt à la chose politique. C'est dans cette logique qu'on parlera de politisation des médias.

La politisation est un fait qui est en relation directe avec la ligne éditoriale. En effet, la ligne éditoriale est un ensemble

de conceptions des idées et des théories qui fondent la base d'un organe de presse. La sélection des différentes thématiques et la manière de les rendre disponibles à la consommation publique doit être en droite ligne avec l'idéologie du média en question (Akoa, 1885: 10). Il ne faut pas perdre de vue que depuis que les médias sont appréhendés comme des rouages importants dans le jeu politique, les journalistes se sont positionnés comme des véritables acteurs de la scène politique camerounaise. C'est dans cette perspective que l'Etat avait octroyé à la presse nationale, près de 100 millions de francs cfa couvrir la médiatisation de l'élection législative et municipales de 2002, afin d'organiser les émissions de sensibilisation pour informer l'opinion publique (Atenga, 2005 :47). Dans le champ politique camerounais, la majorité des acteurs politiques qui prennent part aux débats politiques dans les médias visent au moins deux enjeux : l'enjeu de la vedettisation politique et celui de la crédibilisation des idéologies politiques sur l'opinion publique. En effet, les médias camerounais tendent à mettre tellement au-devant de la scène certains acteurs politiques dans les programmes dédiés aux débats politique pour attirer un public qui s'intéresse de plus en plus aux affaires politique, le même constat se fait dans les kiosques de journaux qui sont devenus de véritables espaces du savoir et de l'actualité politique, ce dernier faisant d'ailleurs la part belle dans la majorité de leurs parutions.

La politisation d'un fait est la tendance à rapporter, à rapprocher du terrain tout acte qui parfois n'a aucun lien avec la politique ou alors avec le pouvoir politique. En effet, compte tenu du fait que les médias représentent le 4^e pouvoir, l'histoire politique montre que ces derniers ont une grande tendance à s'intéresser de plus en plus à la politique (Colas, 1992 :17). Cette politisation concerne également les problèmes internationaux qui présentent des enjeux particuliers pour certains Etats et ONG (Comby, 2015 :216). Le fait politique implique la réaction de tous les citoyens avec une adhésion

populaire. La politique intéresse directement ou indirectement l'opinion publique comme le souligne certains auteurs. Au Cameroun, la politisation des médias passe aussi par l'invention des rumeurs politiques qui ont pour seule ambition de limiter l'action et l'influence des hommes politiques, la politique étant une compétition permanente.

L'une des rumeurs politiques au Cameroun ayant fait l'objet des débats dans les médias et la presse privée reste la supposé « mort » du Président de la République en 2004 qui avait été annoncée par certains médias camerounais. Voici le contenu de cette rumeur politique : « Le Président de la République du Cameroun serait décédé à Genève de suite d'une longue maladie » (Mouandjo et *al*, 2010 :152). En effet, la presse écrite et la télévision en font large échos. Il faut souligner que la rumeur est un fait dangereux pour la quiétude sociopolitique, dans la mesure où elle peut facilement provoquer la désinformation qui entraînera une suite de conséquences néfastes sur divers domaines notamment politique. En effet, il a été constaté que la majorité des personnes rencontrées dans le cadre de ce travail reconnaissent que l'information est un instrument très dangereux lorsqu'il se trouve dans les mains des profanes et que son but vise à politiser ou à manipuler une certaine frange de la population (Eoné, 1986 :27).

Autrement dit, la rumeur politique demeure un fait social que les médias doivent éradiquer afin de promouvoir et de garantir la fiabilité de l'information destinée à l'opinion publique. La rumeur sur le décès du Président de la République du Cameroun en 2004 est classée comme étant une date historique dans l'étude médiatico-politique dudit pays dans la mesure où cette fausse information avait été propagée dans plusieurs plateformes numériques nationales et internationales.

L'information politique dans les médias est fortement influencée par la ligne éditoriale qui oriente le développement de l'actualité. Dans ce contexte, les médias procèdent par la

manipulation et l'instrumentalisation qui vise à orienter leurs idéologies politiques (Bongeli, 2020 :18). En outre, chaque média élabore ses schèmes de pensées qui sont en droite ligne avec ses propositions politiques. Les médias camerounais sont dans une compétition permanente dans la mesure où chaque média ou chaque organe de presse cherche à avoir l'exclusivité de l'information politique (Ngono, 2010 :30). Cette compétition informationnelle expose les médias camerounais à la désinformation et la manipulation car, ne prenant pas assez de temps pour vérifier et recouper l'information, c'est le cas de la Télévision Vision 4 qui avait annoncé à tort le décès du Président Gabonais Ali Bongo le 31 octobre 2018. Dès lors, la HAC (Haute Autorité de la Communication) a dans cette optique demandé le retrait pour six mois de ladite télévision pour atteinte à l'unité nationale et à l'ordre public.

Le Journal *Mutation* avait aussi annoncé de manière erronée la mort du Président de la république du Cameroun Paul Biya. Ces faits inexistantes qui ont fait les choux gras de la presse montrent à suffisance la compétition sur la recherche, le traitement, et la diffusion de l'information. Dans le même ordre d'idées, la bataille de l'information se structure également autour des slogans qui illustrent cette atmosphère compétitive. Evoquons à titre d'exemple la *CRTV* « au cœur de la nation ». Le cœur symbolise la pièce maîtresse de l'organisme, c'est lui qui envoie le sang dans tout le corps humain. Dire donc que la *CRTV* est au cœur de la nation a une signification symbolique dans le traitement de l'information et de l'actualité au Cameroun.

3.1. L'organisation des débats politiques

Les médias se sont positionnés comme des acteurs incontournables de la scène politique mondiale depuis des décennies c'est dans cette lancée que toutes les théories de la

démocratie considèrent que l'information est un ingrédient essentiel au fonctionnement des systèmes politiques.

L'agenda des médias est la manière dont ces derniers traitent l'information. En effet, les médias sont chargés de développer les sujets qui suscitent l'attention de la scène politique nationale et internationale.

L'information octroie l'*impowerment* aux citoyens, c'est-à-dire le pouvoir de participer et de choisir de manière objective les gouvernants, ce sont des médias qui sont chargés de mener des enquêtes sur le terrain ainsi que des reportages sur des sujets d'actualité. Dans la même perspective, politiser signifie donner un caractère politique à quelque chose ou une conscience politique, de rendre politique, ainsi que le résultat de cette action. Il faut également souligner que les politiques en matière de communication au Cameroun sont organisées en fonction des moyens humains et financiers de chaque structure, c'est le cas des partis politiques qui s'organisent de manière à occuper rationnellement l'espace médiatique en vue de conquérir une adhésion totale de l'opinion publique, Thomas Essono va plus loin en soulignant que les organisations politiques sont constituées de partis politiques. Au Cameroun, il en existe une quarantaine. L'aptitude à communiquer avec le public dépend des moyens matériels (Essono, 1995 : 78). Autrement dit, les médias constituent le cœur même de la communication politique.

La politisation est le processus de socialisation qui conduit un individu à s'intéresser à la politique à penser et à agir selon les critères politiques. Il faut tout de même noter que politiser un problème c'est donner un caractère, une dimension politique (Teisseré, 2010 :92). La politisation des médias consiste donc au fait pour certains organes de presse de prendre ou de soutenir des positions politiques à travers leurs publications sans tenir compte de la neutralité et de la déontologie dudit métier.

Le journalisme est une profession qui se déroule dans un cadre juridique précis. En effet, l'organisation des débats contradictoires doit obéir aux règles de l'éthique et de la déontologie, c'est dans cette perspective que le code d'honneur des journalistes camerounais s'inscrit. Ce code de déontologie s'inspire de celui de la France, il est appliqué par le décret n°92/313 PM du 24 septembre 1992 (Kouleu, 2005 :101), insiste sur plusieurs plans à savoir la vérification de toute information avant sa publication afin d'éviter la désinformation de l'opinion publique. En effet, il faut noter que le journaliste a à sa disposition une panoplie d'information qu'il doit minutieusement triller avant leur publication, le journaliste doit mener un travail de recoupage des informations sur le terrain (Musembe, 1998: 13).

3.1.1 La pratique du journalisme au Cameroun

Les médias sont positionnés de plus en plus comme des acteurs de premier rang sur la scène politique mondiale en général et camerounaise en particulier. On observe le plus souvent une intervention des hommes politiques qui sollicitent régulièrement l'accompagnement de ces derniers sur le plan de la communication sur les plateaux de télévision, à la radio, ainsi que de nombreuses invitations de la presse privée. Les médias sont dans ce cas, des outils indispensables de la visibilité politique de plusieurs acteurs au Cameroun, c'est dans cette lancée que certains n'hésitent pas à user de la puissance dont disposent les médias d'Etat, à savoir la radio, la télévision et la presse écrite.

Les gouvernants disposent des outils de persuasion qu'ils utilisent en leur faveur pour accentuer l'adhésion populaire. Les médias ont toujours été un support de persuasion pour le politique. Le Général De Gaulle au début de sa carrière politique a usé des médias notamment la radio pour vulgariser son idéologie politique. En effet, la radio renouvelle considérablement la question de la communication et de

l'éloquence en politique, surnommé « le général du micro », car au moment où il se trouve à Londres, il va utiliser la radio BBC pour annoncer que la France est libre. Les discours à la radio ont assuré l'existence du mouvement gaulliste d'une façon à la fois réelle avec l'organisation de la résistance intérieure mais aussi virtuelle avec la diffusion de la légende de la France libre. Dans la même logique, le sondage réalisé par Sofrès-Télérama réalisé du 15 au 17 mars 1988 montre que: la télévision est le moyen le plus utile pour savoir comment voter selon 62% des personnes interrogées loin devant les journaux qui occupent 37%, la radio 30%, les conversations 20%, les sondages 12%, les meetings 6%, les affiches 4%, les tracts 4% (Gerstlé, 2010: 193).

L'agenda des médias au Cameroun depuis 1990 épouse une tendance de spectacularisation de la titraille. En effet, cette spectacularisation vise à politiser la société et l'information, ce comportement est accompagné par une vaste campagne de dénigrement régulier des gouvernants par certains médias privés, qui sont devenus des véritables adeptes de la rumeur des faits politiques. C'est dans cette logique que Nga Ndongou souligne que la presse privée camerounaise, se contente de reproduire, d'imiter servilement, d'extrapoler à un contexte particulier des schémas élaborés ailleurs et adaptés à des milieux différents du Cameroun. L'agenda des acteurs sociaux tire sa source sur l'information quotidienne. L'information divulguée par les médias est en relation directe avec les différentes aspirations du peuple (Nicolas, 2010: 38.) Dans le schéma ci-dessus, la politique économique est privilégiée par les journalistes qui transmettent ou imposent leurs critères d'évaluation au public, c'est-à-dire leurs priorités et leurs définition de la situation (Gerstlé, 2010: 94).

Conclusion

Arrivé au terme de ce travail, il était question d'examiner comment les médias opèrent-ils pour influencer la gouvernance politique au Cameroun. De cette étude, il en résulte que ces derniers sont des outils incontournables de la démocratie moderne.

Dans les pays du sud en général et au Cameroun en particulier, l'avènement du multipartisme et de la démocratie, accentue l'accès aux citoyens de s'informer de ce qui se passe à travers le monde. L'étude sur les médias est importante dans la mesure où ces derniers constituent ce que certains chercheurs appellent le 4^e pouvoir. En effet, les médias sont les principaux canons qui véhiculent l'information et cette information est destinée à un public particulier. Véhiculer une fausse information peut être source de conflit au sein d'un Etat ou d'une communauté. En outre, la presse a un rôle très important dans le processus de résolution des conflits dans un Etat.

Le Cameroun s'engage au début des années 1990 dans la voie du multipartisme et de la démocratisation de la vie publique et politique. C'est dans ce contexte politique que la presse camerounaise a dû évoluer. Le principal mécanisme institutionnel de contrôle et de régulation du pluralisme radiophonique au Cameroun est le conseil national de la communication créé par la loi n°90/052 du 19 décembre 1990. Dans la même perspective, la création du conseil camerounais des médias, lors de l'assemblée générale de l'Union des journalistes du Cameroun du 19 et 20 mars 2004 va redynamiser la scène médiatique camerounaise.

Avec la loi du 19 décembre 1990, le paysage médiatique camerounais va opérer un changement radical dans la libéralisation du champ politique avec la multiplication des médias non seulement audiovisuel mais aussi de la presse écrite. Ainsi, les différents acteurs politiques vont entreprendre la

vulgarisation de la communication politique. Les médias peuvent également participer à la prévention et à la résolution des conflits en inculquant la culture de tolérance à l'opinion publique. La libéralisation des médias est accompagnée de la libéralisation du champ politique dans un contexte où les acteurs sont de plus en plus sensibles aux notions de démocratie, de respect des droits de l'homme et de liberté d'expression, c'est ce que certains auteurs appellent les années de braises, caractérisées par des mouvements de contestations de l'ordre sociopolitique de l'époque. Il faut cependant souligner que certains médias camerounais sont fortement politisés, ce qui constitue un handicap pour une information objective et impartiale.

Références bibliographiques.

Bibliographie

Amougou A, 1985, "Mass-médias et monde rural au Cameroun", Mémoire de maîtrise, Université de Yaoundé, Yaoundé, 123p.

Atenga T. (2014). Communication et journalisme au Cameroun : « affaires » de lucidités croisées, *Les cahiers du journalisme*, Été 2014, n. 26, p.36-55. <http://www.cahiersdujournalisme.net>

Ba A. (2003). *Internet, cyberspace et usages en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 9p.

Catherine B.-l. (2018). *Les médias et la démocratie au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 10p.

Cayol. R (1997). *Médias et démocratie la derive*, France, Presses de la fondation de sciences politiques, 43p.

Dominique. C (1992). *La pensée politique*, Paris, Larousse, 17p.

Essono Thomas, 1995, “La communication politique au Cameroun (structures, contenu et effets)”, Thèse, Université Panthéon-Assas, Paris II, 203p.

Francis C.-K. (2007). *Communication et mobilization sociale au Cameroun*, Yaoundé, Saagraph, 14p.

Gerstlé J. (2010). *La communication politique*, Paris, Armand Colin, 193p.

Konaté I. (2015). *Le discours de la baule 20 juin 1990 une nouvelle thérapie pour l’Afrique*, Paris, L’Harmattan, 32p.

Loi N°90/053 du 19 décembre 1990 sur la liberté d’association au Cameroun.

Michel E.-T. (2001). *Démonopolisation, libéralisation et liberté de communication au Cameroun*, Paris, L’Harmattan, 27p.

Ngono M. (2007). *Souvenirs d’un chevalier du micro-ou l’autre face de la scène politique médiatique*, Paris, L’Harmattan, 30p.